

> Analyses et témoignages > Démocratie > Avoir 20 ans dans les quartiers populaires : mépris de « classe » (...)

Avoir 20 ans dans les quartiers populaires : mépris de « classe » et humiliation de « race »

SAÏD BOUAMAMA

Partager 689

25 novembre 2014

Article en PDF:

Le mi-mandat de François Hollande a été l'occasion d'une émission télévisée avec le président de la République soigneusement préparée et tout aussi attentivement scrutée par les « experts » et « chroniqueurs » divers en charge d'éclairer « l'opinion ». Les quartiers populaires et leurs habitants ont été les grands absents, tant dans l'émission télévisée elle-même que dans les commentaires de nos chroniqueurs compétents. Pourtant, lors des dernières présidentielles de 2012, les quartiers populaires sont au cœur de la campagne socialiste. « Avec François Hollande, nous avons fait un choix qui n'était pas évident : celui de ne pas vouloir annoncer un "plan gadget" de plus, mais plutôt d'aborder de manière transversale la priorité donnée aux quartiers populaires (1) » déclare par exemple au Monde, Razy Hammadi, le chargé de la politique de la ville auprès de François Hollande. Pourtant les quartiers populaires connaissent une véritable descente aux enfers depuis plusieurs décennies que les choix économiques de François Hollande confortent et accélèrent. Regardons nos quartiers populaires.



Paupérisation, précarisation, discrimination

Avec sensationnalisme les médias lourds reviennent régulièrement sur les quartiers populaires pour en souligner les « dangers » : réserves de « djihadistes », espaces soi-disant de « non-droit », violences endémiques, lieux de deals incontrôlables et incontrôlés, etc. Ces images chocs sont décontextualisées. Les contextes historiques et économiques sont érudés avec un double résultat : une réduction des quartiers populaires à la négativité avec l'occultation des résistances et des initiatives populaires pour résister à la dégradation de leurs environnements ; une imputation des responsabilités de la situation aux habitants, aux jeunes, aux parents, etc. Pour ne citer qu'un exemple, citons celui du reportage d'Envoyé spécial consacré au quartier de la Villeneuve à Grenoble, intitulé « La Villeneuve : le rêve brisé ». Véritable caricature imbibée de mépris de classe, ce reportage a suscité la réaction suivante d'habitants du quartier :

« Nous habitants de La Villeneuve de Grenoble et de tous les quartiers populaires, citoyens, élus, sommes choqués, blessés et indignés par le reportage diffusé sur France 2 le 26 septembre 2013 dans l'émission "Envoyé spécial" : "Villeneuve, le rêve brisé". Nous sommes en colère, car ce reportage ne montre qu'une face de notre quartier. En colère car il cède à la facilité et au sensationnel. Il est tendancieux, ce qui est indigne de notre service public de l'audio-visuel (2).

Rappelons donc quelques éléments de ces contextes occultés en prenant comme point d'appui les Zones Urbaines Sensibles (ZUS) qui sont des révélateurs d'un processus de dégradation qui touche l'ensemble des quartiers populaires. Le premier constat est le déploiement depuis plusieurs décennies d'un processus de paupérisation dans les quartiers populaires. Le rapport 2013 de l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles (ONZUS) nous offre quelques indicateurs statistiques significatifs sur les 751 quartiers considérés comme « sensibles » : le taux de chômage y est en 2012 de 24,2 % contre 10,1 % au niveau national, le taux de pauvreté est de 36,5 % soit 2,6 fois plus élevé que sur le reste du territoire (14,6 %), le revenu annuel moyen des habitants est de 12 500 euros c'est-à-dire 54 % seulement du taux moyen national (3).

La situation des jeunes est encore plus dramatique. Il ne s'agit pas d'une dégradation conjoncturelle mais d'une mutation structurelle s'étalant désormais sur plusieurs décennies comme en témoignent les rapports des années antérieures du même organisme. Pour ne

prendre en exemple que les dernières années et le seul taux de chômage des 15-64 ans, le même rapport nous révèle l'évolution suivante : 16,7 % en 2008, 18,5 % en 2009, 21,9 % en 2010, 22,7 % en 2011, 24,2 % en 2012 (4).

Les rapports 2014 du Secours Catholique (5) et du Secours Populaire (6) convergent vers le constat d'une aggravation de la paupérisation sur l'ensemble du territoire et à plus forte raison dans les territoires les plus pauvres. La situation est encore plus dramatique pour les nouvelles générations avec un taux de chômage de 45 % pour les 15-25 ans (contre 22,7 % pour les 25-49 ans en ZUS et 23,1 % pour les jeunes hors ZUS).

L'inscription dans la durée du processus de paupérisation ne peut que susciter des tendances au développement d'un rapport craintif, sceptique, désespéré, etc., à l'avenir. Ce qui est surprenant ce n'est pas que des quartiers explosent régulièrement mais le fait qu'ils n'explorent pas plus souvent. L'explication est logique : ils n'explorent pas parce qu'une partie de leurs habitants implorent.

Le second processus en œuvre dans les quartiers populaires est le processus de précarisation. Le travail et la classe ouvrière existent encore dans les quartiers populaires contrairement aux affirmations nombreuses d'il y a quelques années. En revanche le rapport au travail est de plus en plus intermittent, passager, irrégulier, entrecoupé de périodes longues d'inactivité. L'organisation de la précarité est aussi institutionnellement produite par les fameux « contrats aidés » aux multiples noms, structurant progressivement un marché du travail segmenté aux droits inégaux. Le CDD, l'intérim et le contrat aidé sont pour un nombre toujours croissant d'habitants des quartiers populaires, et de manière encore plus prégnante pour les jeunes, l'horizon maximum d'attente.

L'entrée dans la vie active par l'emploi précaire c'est concrètement la perte de plusieurs horizons d'autonomie se répercutant sur toutes les sphères de la vie sociale : accès au logement autonome, rapports affectifs et amoureux, estime de soi et santé, agenda des priorités, etc.

Avoir vingt ans dans les quartiers populaires c'est objectivement, pour la majorité des jeunes, être dépossédé du droit à la projection et être assigné à une temporalité de l'immédiat.

Les jeunes issus de l'immigration postcoloniale subissent de surcroît des discriminations massives et systémiques dans l'accès à l'ensemble des biens rares (formation, logement, emploi, etc.) et en particulier dans l'accès à l'emploi en général et à l'emploi stable en particulier. Pour avoir été sous-estimées et même niées pendant des décennies, y compris dans les organisations des classes populaires, ces discriminations racistes n'en sont pas pour autant neuves. Les parents de ces jeunes les ont subies mais l'impact destructif est plus important pour les nouvelles générations.

Le sentiment d'injustice est d'autant plus insupportable pour ces jeunes qu'ils sont nés et ont été socialisés en France. Ne se percevant pas comme étrangers, ces jeunes ressentent, à juste titre et encore plus que leurs parents, les discriminations subies comme une injustice fondamentale, brutale et injustifiable. L'absence ou la place secondaire des discriminations racistes dans les programmes des organisations politiques ou syndicales renforce encore la certitude d'être traité comme une population de seconde zone. Depuis l'enquête du Bureau international du travail de 2008 (7) plus personne ne peut nier le caractère massif des discriminations d'autant plus que les résultats ont été confirmés depuis par de nombreuses autres recherches (8).

Cette enquête par testing met en exergue que 4 employeurs sur 5 privilégient le candidat du groupe majoritaire (non issu de l'immigration postcoloniale) sur ceux issus de groupes minoritaires (français Noirs ou Arabes).

Toutes les analyses qui occupent les discriminations racistes ne peuvent que devenir aveugles à la réalité des quartiers populaires. Quand par peur de prononcer le mot « race » ou que par coquetterie intellectuelle on se contorsionne pour mentionner une telle inégalité sans la nommer et/ou sans vouloir la mesurer, on contribue objectivement à la reproduire. De même, toutes les analyses qui confondent les réactions à la violence systémique subie (pouvant bien sûr se tromper de cibles) et le racisme systémique et la violence massive qui en découlent, en amalgamant les deux sous le vocable de racisme (9), alimentent volontairement ou non (le résultat est le même) le racisme systémique. Qu'on le veuille ou non, la classe se vit aussi de manière racisée dans le capitalisme mondialisé contemporain. Reconnaître la réalité pour ce qu'elle est, est la première étape pour pouvoir la transformer.

L'occultation dans les reconstructions médiatiques des quartiers populaires de ce contexte matériel révèle un mépris de classe. Que celui-ci soit volontaire ou non, conscient ou non, ne change rien à l'existence de ce mépris de classe déformant la réalité.



Essentialisation, racialisation et politique de la race

Les quartiers populaires sont également l'objet dans les discours politiques et médiatiques d'un traitement essentialiste et racialisé conduisant à la promotion de plus en plus ouverte d'une politique de la race. L'essentialisation est l'adoption d'une grille explicative d'un sujet ou d'une question niant les déterminants historiques, économiques, politiques, sociaux, etc. La négation de ces déterminants conduit logiquement à expliquer la réalité à partir d'une « essence » qui caractériserait un groupe social, une culture ou une religion. Ce groupe social, cette culture ou cette religion est dès lors considéré comme invariable historiquement, homogène et indépendant des interactions avec la société globale. Les causes conduisant à la multiplication contemporaine des traitements essentialistes des quartiers populaires peuvent se déduire de facteurs objectivables : d'une part, le besoin pour le gouvernement de masquer le lien de cause à effet entre une politique libérale de destruction des sécurités sociales et des services publics par la mise en avant d'autres causalités. D'autre part, la recherche du sensationnalisme à finalité d'audimat pour les journalistes qui conduit à simplifier les réalités

et à produire de la peur, (qui est un) ingrédient fréquent de la « sensation ».

Donnons un exemple d'essentialisation des quartiers populaires parmi de nombreux autres.

Les jeunes des quartiers populaires, tant dans de nombreux reportages des médias lourds que dans les déclarations politiques implicites, apparaissent comme étant une population particulière et homogène. Ils seraient caractérisés par la violence dans leurs relations sociales et par la désocialisation (10). Les filles ne sont pas présentes dans cette image essentialiste si ce n'est en tant que victimes du virilisme des garçons qui serait une autre caractéristique essentielle des jeunes des quartiers populaires (11). Le jeune des quartiers populaires apparaît dès lors non pas comme le résultat d'un fonctionnement social mais comme un sujet fondamentalement porteur de dangerosité. Bien sûr dans un tel cas de figure la solution n'est pas à chercher dans la suppression des inégalités mais dans le contrôle et la répression.

La racialisation ou l'ethnicisation est le même processus recherchant l'« essence explicative » dans un facteur de « race ». Il faut bien entendu prendre le terme de « race » dans ses évolutions historiques. Nous savons en effet, depuis Frantz Fanon, que la mécanique raciste s'adapte aux évolutions des contextes pour maintenir son efficacité. Fanon a en particulier souligné en 1956 la mutation du racisme biologique au racisme culturel et fait à la fois des progrès scientifiques, des horreurs de la seconde guerre mondiale et de la colonisation (12). Mais l'histoire se poursuit après Fanon et le racisme continue à prendre de nouveaux visages.

En particulier la traduction du facteur « race » en caractéristique religieuse est un des nouveaux visages de ce racisme sous la forme de l'islamophobie. Tous ceux qui pinaillent sur l'utilisation du terme islamophobie soit sincèrement, par coquetterie intellectuelle ou par calcul, contribuent au même résultat : l'enracinement et la banalisation de l'islamophobie.

Force est de constater la multiplication des grilles explicatives raciales ou ethnistes dans les médias et les discours politiques. Parlant des « émeutes urbaines » c'est-à-dire en fait des « révoltes des quartiers populaires », Alain Finkielkraut peut déclarer :

"En France, on aimerait bien réduire ces émeutes à leur dimension sociale, les voir comme une révolte des jeunes des banlieues contre leur situation, contre la discrimination dont ils souffrent, contre le chômage. Le problème est que la plupart de ces jeunes sont des Noirs ou des Arabes avec une identité musulmane. Regardez ! En France il y a aussi des immigrés dont la situation est difficile — des Chinois, des Vietnamiens, des Portugais — et ils ne prennent pas part aux émeutes. C'est pourquoi il est clair que cette révolte a un caractère ethnique et religieux."(13)

En 2010 le sociologue Lagrange publie son ouvrage *Le déni des cultures* (14) dans lequel il prétend expliquer l'échec scolaire et la délinquance par la culture d'origine des africains subsahariens. Selon cet auteur, à condition sociale égale, l'origine culturelle serait explicative des conduites sociales et en particulier de la délinquance. Il est bien sûr invité sur tous les plateaux. Il faut citer notre premier ministre Manuel Valls à propos des Roms pour mesurer l'ampleur prise par la racialisation ou l'ethnicisation des grilles explicatives :

"C'est illusoire de penser qu'on règlera le problème des populations roms à travers uniquement l'insertion [...] Oui, il faut dire la vérité aux Français [...] Ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation (avec les populations locales) [...] C'est illusoire de penser qu'on règlera le problème des populations roms à travers uniquement l'insertion [...] Il n'y a pas d'autre solution que de démanteler ces campements progressivement et de reconstruire (ces populations) à la frontière."(15)

Non seulement tous les Roms sont homogénéisés dans une catégorie unique aux comportements identiques, mais celle-ci est de surcroît culturellement déterminée pour ne pas s'enraciner en France. Les modes de vie incriminés n'ont bien sûr rien à voir avec les traitements discriminatoires qu'ils subissent.

L'essentialisation et la racialisation passent un seuil qualitatif en se traduisant dans des politiques spécifiques : des politiques de la race. Au niveau national comme au niveau municipal se multiplient les exemples de politiques spécifiques pour des populations « particulières ». Il faut être bien naïf pour continuer à croire que la loi sur les signes religieux à l'école ne signifie pas concrètement une politique spécifique pour un foulard spécifiquement musulman. De même les municipalités ne ramassant pas les ordures des campements Roms installés sur leur territoire adoptent une politique spécifique concernant une population particulière. La banalisation de l'essentialisation et de la racialisation prépare le terrain à une politique de la race de plus en plus assumée.

Au mépris de classe que vivent les habitants des quartiers populaires s'ajoute pour ceux issus de l'immigration une « humiliation de race » avec toutes les conséquences prévisibles d'encouragement aux passages à l'acte violents contre les populations désignées comme indésirables et dangereuses.

Violence sociale et violence contre soi

Les habitants des quartiers populaires subissent une violence sociale systémique d'autant plus destructrice qu'elle ne se présente pas et n'est pas perçue comme telle. C'est un des privilèges des classes dominantes que d'user de la violence économique en la présentant comme une simple gestion neutre et sans conséquence. Dans les faits les décisions libérales prises par le gouvernement socialiste détruisent nos quartiers, assomment notre jeunesse, poussent au désespoir une partie d'entre nous, « suicident » une autre partie dans la toxicomanie, mènent à la folie une autre partie encore comme en témoignent les patients pauvres et issus de l'immigration des hôpitaux psychiatriques, etc. Cette violence invisible est sans commune mesure avec les violences de réactions et/ou de défense qui éclatent régulièrement dans les quartiers populaires.

A cette violence économique s'ajoute la violence idéologique sous la forme du « mépris de classe » et de « l'humiliation de race » dont nous avons mentionné ci-dessus quelques formes parmi de nombreuses autres. La violence des mots qui stigmatisent les quartiers populaires, des explications de nos difficultés qui rabaisent leurs habitants, des programmes moralisants censés aider ces quartiers populaires, etc., est également sans commune mesure avec « l'impolitesse » et/ou la « vulgarité » que les reportages sensationnalistes imputent aux habitants des quartiers populaires. Comme le souligne justement Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, la violence des dominants est invisible, élégante, polie :

"Mobilisés à tous les instants et sur tous les fronts, les plus riches agissent en tenue de camouflage, costume-cravate et bonnes manières sur le devant de la scène, exploitation sans

vergogne des plus modestes comme règle d'or dans les coulisses. Cette violence sociale, relayée par une violence dans les esprits, tient les plus humbles en respect : respect de la puissance, du savoir, de l'élégance, de la culture, des relations entre gens du « beau » et du « grand » monde."(16) Les habitants des quartiers populaires ne sont pas inactifs face à cette violence destructrice. Les solidarités de proximité tentent d'amoindrir l'impact destructeur de la violence économique et idéologique. Les médiations spontanées de voisinage évitent de nombreux drames. Les multiples groupes de Rap analysent et dénoncent culturellement (et donc politiquement) la descente aux enfers des quartiers populaires. De nombreuses initiatives de mobilisation se prennent dans des luttes pour le logement, contre les crimes racistes, contre les discriminations, etc. Ce sont toutes ces réactions de vie qui sont passées sous silence dans les multiples reportages médiatiques traitant des quartiers populaires. Mais l'ampleur de la violence économique et idéologique est telle, que ces mobilisations citoyennes ne peuvent pas l'enrayer de manière significative. A côté des réactions de vie se développent des autodestructions individuelles et/ou collectives. « *On nous traite comme des esclaves, on se révolte comme des animaux* » (17) me disait un jeune de Seine-Saint-Denis dans une interview consacrée aux révoltes populaires de 2005. Frantz Fanon a souligné l'émergence et le développement de cette autodestruction dans le rapport colonial. « Cette agressivité, souligne-t-il, sédimentée dans ses muscles, le colonisé va la manifester d'abord contre les siens. C'est la période où les nègres se bouffent entre eux (18) ». La situation est identique dans nos quartiers populaires et elle perdurera tant que n'est pas disponible un canal commun pour peser sur le rapport de force.

Les discours politiques et médiatiques contribuent par leur réductionnisme et leur essentialisme à maintenir cette violence contre soi en désignant des cibles de proximité, des « coupables » de voisinage, des « ennemis » dans la famille. « Si vous n'êtes pas vigilants, les médias arriveront à vous faire détester les gens opprimés et aimer ceux qui les oppriment ». disait Malcom X. Le Rrom, le jeune dit « des cités », la femme voilée, les musulmans, le voisin, etc., la production de cibles médiatiquement et politiquement construites tourne à grand rendement depuis plusieurs décennies pour déstructurer les quartiers populaires et annihiler leurs capacités de résistance et d'offensive. Ce faisant, les dominants créent les conditions pour pouvoir appauvrir massivement sans risque de réaction collective, pour pouvoir multiplier les guerres coloniales sans ripostes importantes.

Il est temps de reprendre l'initiative.

Notes :

1. Razy Hammadi, interview au Monde du 30 mars 2012.
2. Pétition, « Après "Villeneuve : le rêve brisé", [http://www.petitions24.net/apres vi...](http://www.petitions24.net/apres_vi...)
3. ONZUZ, rapport 2013, Les Editions du Conseil Interministériel à la Ville (CIV), décembre 2013.
4. Idem, p.8.
5. Secours Catholique, Ces pauvres que l'on ne voit plus, rapport statistique du Secours Populaire, <http://www.onpes.gouv.fr/Ces-pauvre...>
6. Secours Populaire, La pauvreté s'étend et s'enracine, <https://www.secourspopulaire.fr/la-...>
7. E. Cediey et F. Foroni, Les discriminations à raison de l' « origine » dans les embauches en France, une enquête nationale par tests de discrimination selon la méthode du Bureau International du Travail, OIT, Genève, 2007.
8. Par exemple Emmanuel Duguet, Yannick L'Horty, Loïc du Parquet, Pascale Petit, Florent Sari, Discriminations à l'<http://www.cee-recherche.fr/publica...> des jeunes franciliens et intersectionnalité du sexe et de l'origine : les résultats d'un testing, .
9. C'est le cas malheureusement d'une grande organisation antiraciste française comme le MRAP qui inscrit dans son programme la lutte contre le supposé « racisme anti blanc » directement importé de l'appareil idéologique d'extrême-droite.
10. Eric Marliere, Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun ?, L'Harmattan, Paris, 2005.
11. Nacira Guenif-Souilamas, Eric Macé, Les féministes et le garçon arabe, Aube, Paris, 2006.
12. Frantz Fanon, Racisme et culture in Pour la révolution africaine, La Découverte, Paris, 2001.
13. Alain Finkielkraut, Interview au journal Ha'aretz, 17 novembre 2005.
14. Hugues Lagrange, Le déni des cultures, Seuil, Paris, 2010.
15. Manuel Valls, déclaration sur France inter le 24 septembre 2013.
16. Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, La violence des riches, Chronique d'une immense casse sociale, La découverte, Paris, 2013, Avant-propos.
17. Said Bouamama, Des gentils « beurs » à la méchante « racaille », Culture et société, n° 15, pp. 61-68.
18. Frantz Fanon, Les Damnés de la Terre (1961), La Découvert, Paris, 2002, p.53-54.

Source : Investig'Action

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)